

“Le puissant lobby nucléaire belge est en train de vaciller”

■ Juliette Boulet, la porte-parole de Greenpeace, tire la sonnette d'alarme : on traîne trop dans le dossier de la sortie du nucléaire en Belgique.

■ Elle pointe le manque de leadership de Charles Michel et de Marie-Christine Marghem.

Le coût incertain de la sortie du nucléaire

BNB. Sur la “Première”, vendredi matin, le gouverneur de la Banque nationale, Jan Smets, a reconnu que la BNB ne connaissait pas l'impact réel de la réorientation de la politique énergétique actuellement au cœur d'une nouvelle polémique. “Peut-être qu'il y aura un coût pour l'économie belge. On n'a pas fait de grandes analyses là-dessus. Or les coûts de l'énergie représentent une part importante des coûts globaux des entreprises, a-t-il expliqué. Il y a une contrainte de compétitivité pour nos entreprises dont il faut tenir compte.”

Entretien Frédéric Chardon

La claque électorale reçue par Ecolo en 2014 a mis fin (provisoirement ?) à sa carrière politique. Juliette Boulet, ancienne députée fédérale verte, est désormais la porte-parole de Greenpeace en Belgique. Elle juge durement le report par le gouvernement fédéral de la validation du pacte énergétique qui devait organiser, entre autres, la sortie du nucléaire. La N-VA avait, soudainement, bloqué le processus. Elle exigeait des analyses chiffrées supplémentaires.

Greenpeace a mené une action vendredi matin devant les bureaux de la N-VA, rue Royale à Bruxelles. Les nationalistes flamands sont devenus votre bête noire...

On est dans un moment hyper-important et il y a un parti politique, la N-VA, qui reste ancré dans le passé, qui est dogmatique. La N-VA ne mesure pas l'importance de ce moment pour les générations futures.

Le gouvernement fédéral bien, apparemment. Charles Michel a réaffirmé l'objectif d'une sortie du nucléaire en 2025.

Oui mais, là, il y a urgence. On n'est plus en 2003 lorsqu'on a dit "on sort du nucléaire". On est en 2017 et le processus de sortie doit se mettre en place à partir de 2022 jusqu'en 2025. Concrètement, cela veut dire qu'il y a 51 % de l'approvisionnement énergétique qui doit être remplacé dans les sept années à venir. Il n'est plus nécessaire de faire de grandes études pour chiffrer la faisabilité, les coûts, etc.

Ah ? L'exercice que va mener le fédéral n'est pas utile ?

Il y a déjà eu énormément d'études et elles mettent en évidence que c'est le statu quo énergétique qui est le plus dangereux ! Les études du bureau du Plan, les études d'Elia, etc., ne permettent pas de dire que la sortie du nucléaire va coûter plus cher.

La FEB dit au contraire qu'il y a un risque et veut maintenir deux réacteurs en vie. Ses craintes sont infondées ?

Chez Greenpeace, nous avons très souvent des contacts avec les acteurs du secteur énergétique. La Creg, Elia, les fournisseurs d'électricité... On sent dans le secteur une forte volonté de changement. Ils en ont ras-le-bol de l'indécision actuelle. Et puis, ne voyons pas les choses qu'à l'intérieur des frontières belges : les électrons, ils se baladent. Le marché de l'énergie se fait au niveau européen, au minimum. Le système est de plus en plus interconnecté et cela va faire notre force.

Il faudra importer de l'énergie de nos voisins, alors.

Bien sûr. Et on le fait déjà. Au plus on est interconnecté, au plus les prix vont baisser, au plus le système

belge sera stable en ce compris avec des énergies renouvelables. Il faut arrêter d'envisager la Belgique comme une île du point de vue de l'énergie.

Mais si l'arrêt du nucléaire est tellement bénéfique, pourquoi le patronat, et la N-VA avec lui, appelle à maintenir cette énergie ?

Il existe une crainte diffuse et elle est légitime. Mais tout le monde ne pense pas de la même manière. Bien sûr, ça fait peur de sortir du nucléaire. On vient de 40 ans d'un système basé sur l'idée qu'on doit produire de l'énergie 7 jours sur 7, 24 h sur 24, quels que soient les besoins. Ça fait peur de quitter un système comme celui-là pour un système beaucoup plus flexible et qui répondra à la demande. C'est la peur du changement qui joue ici, surtout pour les industries très énergivores et qui ont des coûts très importants. Mais les coûts, ils vont baisser, on peut les réduire tous ensemble. Et c'est un potentiel d'investissements et d'emplois énorme. Regardons ce qui se passe ailleurs dans ce domaine.

Justement, quand on regarde ailleurs, on voit que le ministre français Nicolas Hulot dit que ce sera impossible de baisser de 50 % la production nucléaire en France pour 2025. Or c'est un ministre environnementaliste.

Vous prenez un mauvais exemple, celui de la France qui est encore plus basée que nous sur le nucléaire. C'est probablement le pire exemple, d'ailleurs. Il y a une politique d'Etat basée sur le tout-au-nucléaire, avec un EDF omniprésent. Le lobby d'EDF est encore plus important que le lobby nucléaire en Belgique.

Le "lobby nucléaire" est-il puissant en Belgique ?

Il y a un puissant lobby nucléaire en Belgique mais il est en train de vaciller complètement. Une idée s'est installée dans les années 70 qui disait que le nucléaire était plus propre et moins cher. Or cette énergie a été énormément subventionnée par l'Etat belge, surtout sur le dos des consommateurs. Or, dans les années 70, on oubliait la question des déchets nucléaires et la question de la sécurité. Entre-temps, le lobby s'est installé et organisé. C'est le lobby Electrabel. Ce lobby s'auto-alimente grâce à des personnes qui, quand elles quittent ce lobby, se retrouvent à des postes importants un peu partout.

Pour en revenir à la N-VA... Pensez-vous vraiment que sa volte-face va enterrer la sortie du nucléaire ? C'est prêter beaucoup de pouvoir aux nationalistes flamands.

La N-VA est en position de force, notamment vis-à-vis de Charles Michel. Il a joué son coup de poker en 2014 et aujourd'hui, malheureusement, il se

retrouve simple notaire du gouvernement. J'ai un peu pitié de lui. Les entreprises ont besoin qu'un leader politique leur montre le chemin en matière de transition énergétique, leur montre que c'est bénéfique et prenne des décisions. Et Charles Michel, en changeant d'avis sans arrêt, ne montre pas ce chemin.

Plusieurs sources gouvernementales laissent entendre que la N-VA voulait faire un coup de com' et finira par se "coucher". Le pensez-vous?

Difficile à dire. Nous aussi, chez Greenpeace, on a fait des hypothèses sur la N-VA. On s'est dit qu'ils allaient rentrer dans le rang. Mais, désormais, on a l'impression d'être face à un chien fou qui dit : "On a toujours fait comme cela." Il faut aujourd'hui faire le grand saut dans la transition énergétique et rapidement, quitte à ce qu'il y ait au début un grand bouleversement. On a les technologies disponibles pour faire face à l'abandon du nucléaire sans perte de confort sur le long terme.

La ministre fédérale de l'Energie, Marie-Christine Marghem (MR), qui coordonnait le travail sur le pacte énergétique, a été fort critiquée. Une cible facile ou une vraie coupable?

Nous sommes aussi très critiques. Elle a fait perdre beaucoup de temps et a manqué de leadership, elle n'a pas assez rassemblé autour d'elle. Et ce, depuis le début. Mais j'ai aussi de l'espoir quand je vois les décisions prises par Jean-Luc Crucke (MR) en Wallonie et Bart Tommelein (Open VLD) en Flandre. Comme ministres régionaux de

l'Energie, ils ont compris les avantages de passer aux énergies renouvelables alors qu'ils sont de la même tendance politique que Marie-Christine Marghem.

Tiens, chez Greenpeace, comme lobby environnementaliste, vous avez sans doute rencontré la N-VA. Comme cela s'est-il passé?

Les invitations ne sont pas fréquentes, en fait... Cela nous est arrivé de rencontrer des députés N-VA mais jamais les cadors du parti, ni Bart De Wever. La communication a toujours été difficile car les points de vue sont très différents. Mais ce n'est pas grave car nous rencontrons très souvent le CD&V, l'Open VLD, le SP.A...

La N-VA reste le plus grand parti, la formation qu'il faut absolument convaincre...

Oui, la N-VA pèse 30% mais il y a 70 autres pour cent avec qui l'on peut construire. Greenpeace n'est plus isolé comme avant. On n'est pas dogmatiques sur le nucléaire, on a travaillé sur une solution alternative, on a évalué le risque pour la population.

Allez-vous continuer à faire des actions d'invasion des sites nucléaires en Belgique?

Si c'est nécessaire, on le fera. On a reçu fin septembre un jugement du tribunal de Huy qui fait que l'on est interdit d'approcher des sites nucléaires pendant une année. On va respecter ce jugement qui vaut donc jusqu'en septembre 2018 (sourire). Mais quand on fait une telle action, c'est que l'on a épuisé tous les autres outils préalables.